
GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES CONTEMPORAINS

Les théories économiques *Les principaux courants de pensée économique*

Mots clés :

Boyer Robert
Démarche normative
Demande effective
Division du travail
Ecole de Chicago
Ecole de l'économie de l'offre
Ecole de l'économie publique
Equilibre économique
Individualisme
Intérêt
Keynes John Maynard
Liberté économique
Loi des débouchés
Lucas Robert
Marx Karl
Modèle homo oeconomicus
Néo-keynésiens
Nouvelle école classique
Plus value
Rente foncière
Ricardo David
Salaire
Say Jean Baptiste
Smith Adam
Théorie de la valeur
Théorie quantitative de la monnaie
Théorie de la régulation
Walras Léon

PLAN

I. LE COURANT LIBERAL

A. Le courant classique

1. Le modèle de l'Homo oeconomicus
 - *L'individualisme des agents économiques*
 - *L'affirmation de la liberté économique*
 - *La permanence de l'équilibre économique*
2. L'analyse de la production
 - *La théorie de la valeur*
 - *La division du travail*
 - *La loi des débouchés*
 - *La théorie quantitative de la monnaie*
3. La répartition
 - *La théorie du salaire*
 - *La théorie de la rente*
 - *La théorie de l'intérêt*

B. Les néoclassiques

1. Le calcul à la marge
2. Le modèle de marché et l'équilibre général
3. Une démarche normative

C. Les différentes écoles libérales

1. L'Ecole de Chicago ou le courant monétariste
2. L'Ecole de l'Economie de l'Offre
3. L'Ecole de l'Economie Publique
4. La Nouvelle Ecole Classique

II. LE COURANT MARXISTE

A. Les apports de Marx

1. La recherche de la plus value
2. La crise du capitalisme

B. La théorie de la Régulation, un prolongement de la pensée marxiste

III. LE COURANT KEYNESIEN

A. Les postulats keynésiens

B. Le principe de la demande effective

C. Les néo-keynésiens : héritiers de la pensée keynésienne

CHAPITRE 1 : LES PRINCIPAUX COURANTS DE PENSEE ECONOMIQUE

L'histoire de la pensée économique permet de mettre en évidence trois principaux courants : le courant libéral, le courant marxiste et le courant keynésien. Autour de ces trois courants, gravitent plusieurs théories économiques et écoles de pensée fournissant des explications alternatives aux problèmes économiques contemporains.

I. LE COURANT LIBERAL

Le courant libéral se compose de deux branches, l'une classique qui apparaît à la fin du 18^{ème} siècle, l'autre néoclassique à la fin du 19^{ème} siècle. L'économie politique classique est née avec la société industrielle. La publication en 1776, par Adam Smith, des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, est contemporaine des différents perfectionnements de la machine à vapeur de Watt, symbolisant le point de départ de la première révolution industrielle. Cette œuvre est aussi l'aboutissement d'un long mouvement d'idées au XVIII^{ème} siècle (siècle des lumières), connu sous le nom de philosophie de l'ordre naturel, et à la base de l'idéologie du libéralisme économique. Si 1776 est une date importante pour la science économique moderne, les années 1870-1874 ne le sont pas moins, car le classicisme légué par Adam Smith évolue grâce à la technique du calcul à la marge et la théorie de l'utilité. Le terme néoclassiques, parmi lesquels on trouve Carl Menger (Ecole de Vienne), Léon Walras (Lausanne) et Stanley Jevons (Cambridge), désigne des économistes qui travaillent dans le champs économique de l'équilibre général indépendamment de leur idéologie respective (Walras se disait socialiste).

A. Le courant classique

Le courant classique du 18^{ème} siècle, est caractérisé par une évolution radicale des mentalités, des valeurs, des techniques et des processus économiques. Il s'agit de ce que l'on appelle la première révolution industrielle. La puissance économique réside davantage dans la détention de biens de production que dans la sphère des échanges. C'est en Angleterre, première grande puissance à l'époque, avec Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766 - 1834), David Ricardo (1772 - 1823) ; puis en France avec Jean Baptiste Say (1767 - 1832) que naît la pensée libérale classique.



A. Smith



T. Malthus



D. Ricardo



J-B Say

Malgré la pluralité de leurs travaux¹, les auteurs classiques parviennent à forger une analyse qui repose sur quelques grands principes.

¹ Principales œuvres : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith (1776), *Traité d'Economie Politique* de Jean-Baptiste Say (1803), *Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt* de David Ricardo (1817), *Principes d'économie politique* de Thomas Malthus (1820).

1. Le modèle de l'Homo oeconomicus

Plusieurs postulats sont évoqués par le courant classique :

- L'individualisme des agents économiques

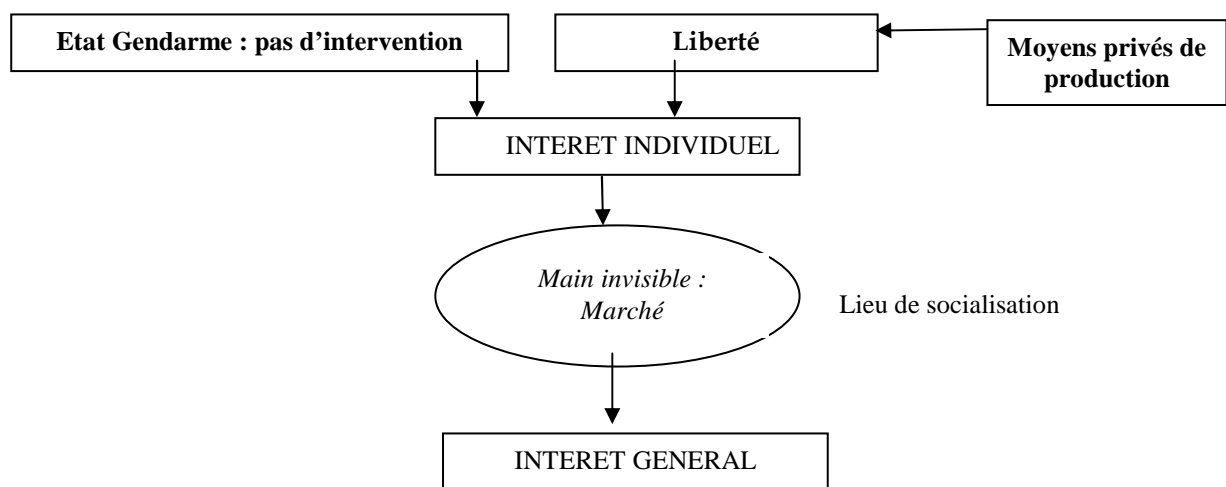
L'individu est un être **rationnel**, il est le seul capable de juger et de décider ce qui est bon pour lui. L'interventionnisme de l'Etat, même à but louable, est donc pervers dans ses conséquences. Chaque individu poursuit son intérêt particulier² (**utilitarisme**) par la maximisation des satisfactions et la minimisation de l'effort (**hédonisme**). Ce postulat « smithien » a été précisé par Jeremy Bentham avec la plus grande netteté.

- L'affirmation de la liberté économique

Dérivé de l'ordre naturel, le modèle de *l'homo oeconomicus* justifie en retour le **libéralisme économique**. La propriété privée des moyens de production est une garantie de la liberté. Le marché constitue le régulateur le plus efficace de l'activité économique (on parle également de socialisation par le marché). La recherche de l'intérêt individuel permet de réaliser l'intérêt général car il existe une **main invisible** (le marché) qui guide les passions individuelles vers le bien de tous : « *NCe n'est pas le bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage* » (Smith, 1776, [1991, p. 82]). L'harmonisation des intérêts étant naturelle, il n'y a dès lors plus aucune raison pour qu'un pouvoir politique -l'Etat - fasse passer l'intérêt général au dessus de la somme des intérêts privés.

Le rôle de l'Etat selon Von Mises (1983, p 39), est de « *garantir le fonctionnement sans heurts de l'économie de marché contre la fraude et la violence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays* ». L'Etat doit donc se garder d'intervenir au delà de son domaine naturel (**Etat gendarme**), d'autant plus qu'en portant atteinte aux **libertés économiques**, il engage les hommes sur la route de la servitude. Les libertés économiques sont le « *rempart des autres libertés* », déclare Hayek (1947), et la meilleure garantie des libertés est **la propriété privée des moyens de production** : « *Notre génération a oublié que la meilleure garantie de la liberté est la propriété privée non seulement pour ceux qui la possèdent, mais presque autant pour ceux qui n'en ont pas. C'est parce que la propriété des moyens de production est répartie entre un grand nombre d'hommes agissant séparément, que personne n'a un pouvoir complet sur nous et que les individus peuvent agir à leur guise* » (Hayek, 1947, p 77-79).

Fig 1 : Les postulats de la théorie classique



² Cette recherche s'appuie sur des droits de propriété individuels et privés.

- *La permanence de l'équilibre économique*

Un système économique conduit par le principe de la liberté économique tend naturellement vers l'équilibre. Lorsque celui-ci n'est pas réalisé, les prix s'ajustent à la hausse ou à la baisse. La Loi des débouchés de Jean-baptiste Say stipule que « *toute offre crée ses débouchés* », c'est-à-dire que l'offre crée une demande équivalente.

2. L'analyse de la production

L'analyse de la production chez les classiques repose essentiellement sur les 4 piliers suivants : la division du travail ; la théorie de la valeur ; la loi des débouchés de J-B Say ; la théorie quantitative de la monnaie.

→ **La division du travail** : chez les classiques, le processus de production est la combinaison de facteurs de production (terre, travail, capital). Plus la spécialisation des tâches, ou encore la division du travail est poussée, plus le produit obtenu (la combinaison des facteurs de production) sera élevé (efficace). Dans son ouvrage, « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* », Adam Smith introduira la division du travail en s'appuyant sur le célèbre exemple de la manufacture d'épingles : « *Un ouvrier tire le fil à la bobine, un autre le dresse, un troisième coupe la dressée, un quatrième empoigne, un cinquième est employé à émoudre le bout qui doit recevoir la tête. Cette tête est elle-même l'objet de deux ou trois opérations séparées : la frapper est une besogne particulière ; blanchir les épingles en est une autre ; c'est même un métier distinct et séparé que de piquer les papiers et d'y bouter les épingles ; enfin, l'important travail de faire une épingle est divisé en dix huit opérations distinctes ou environ, lesquelles, dans certaines fabriques, sont remplies par autant de mains différentes, quoique dans d'autres le même ouvrier en remplit deux ou trois* » (1776, [1991, p. 72]). La division du travail aurait trois avantages. Premièrement, l'accroissement de l'habileté de l'ouvrier augmente la quantité de produits qu'il peut réaliser. Deuxièmement, le gain de temps qui se perd en passant d'un ouvrage à l'autre peut être réutilisé dans une autre activité. Troisièmement, la division du travail serait à l'origine de l'invention de toutes les machines propres à abréger et à faciliter le travail.

Par la suite, la division du travail sera à la base de la doctrine du **Libre-échange** prôné par les classiques. En effet, Adam Smith souligne, dans le chapitre II des « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* », que c'est « *la certitude de pouvoir troquer tout le produit de son travail qui excède sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail des autres qui peut lui être nécessaire, [qui] encourage chaque homme à s'adonner à une occupation particulière, et à cultiver et perfectionner tout ce qu'il peut avoir de talent et d'intelligence pour cette espèce de travail* » (1776, [1991, p. 83]). Ainsi, puisque c'est la faculté d'échanger qui donne lieu à la division du travail, l'accroissement de cette dernière sera limité par l'étendue de la faculté d'échanger, ou, en d'autres termes, par l'étendue du **marché**.

→ **La théorie de la valeur** s'interroge sur la richesse qu'il faut produire. C'est également l'une des questions les plus controversées du 19^{ème} siècle. On distingue généralement deux écoles, l'école anglaise basée sur la valeur d'échange, et l'école française basée sur la valeur utilité.

Adam Smith et David Ricardo se sont engagés sur la voie d'une théorie objective de la valeur, recherchant au delà de la **valeur d'usage** des biens (subjective et variable d'une situation à une autre), les fondements d'une **valeur d'échange** acceptable par tous. Selon Adam Smith, « *il s'agit d'examiner quelles sont les règles que les hommes observent naturellement, en échangeant les marchandises l'une contre l'autre, ou contre de l'argent. Ces règles déterminent ce qu'on peut appeler la Valeur relative ou échangeable des marchandises* » (1776, [1991, p. 96]). Cette approche ne concerne que les biens reproductibles. Pour Smith, à l'état primitif, il n'existe qu'un seul facteur de production, **le travail**. Le rapport de valeur de deux biens sera alors directement en proportion de la quantité de travail nécessaire pour les obtenir : « *la valeur d'une denrée quelconque pour celui qui la possède et qui n'entend pas en user ou la consommer lui-même, mais qui a intention de*

l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de travail que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander. Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise » (1776, [1991, p. 99]) Dans un état plus avancé, il faut tenir compte du profit du capital et de la rente foncière incorporés dans chaque produit. Ce n'est plus une théorie de la valeur travail, mais une expression du coût de production. Smith propose cependant de ne pas abandonner le travail et d'estimer la valeur des biens en termes de **travail commandé** ou équivalent salarié. Ricardo rappelle que les quantités proportionnelles de travail nécessaire pour obtenir chaque objet paraissent être la seule règle d'échange possible. La valeur d'échange se ramène à une quantité de travail incorporé (travail consacré aux outils et aux machines).

De son côté, J-B Say, suivant une tradition déjà bien établie en France par Turgot (1769) et Condillac (1776), revient sur la théorie subjective de la valeur, l'utilité. Dans son *Traité d'économie politique*, Jean-Baptiste Say précise que « *si les hommes attachent de la valeur à une chose, c'est en raison de ses usages : ce qui est bon à rien, ils n'y mettent aucun prix. Cette faculté qu'ont certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes, qu'on ne permette de la nommer utilité... La production n'est point création de matière, mais une création d'utilité. Elle ne se mesure point suivant la longueur, le volume ou le poids du produit, mais suivant l'utilité qu'on lui a donnée* » (1803, [1972, p. 50-51]). Une formulation rigoureuse de l'utilité ne sera donnée qu'à la fin du 19^{ème} siècle avec l'introduction concomitante de la rareté. La théorie de la valeur serait alors liée à l'utilité et la rareté d'un bien.

→ **La loi des débouchés de J-B Say** souligne que « *c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits* » (1803, [1972, p. 138]). Par la suite, cette loi a donné lieu à quelques polémiques. Certains l'ont assimilé au précepte « toute offre crée sa demande » et reproché à l'approche classique son incapacité à saisir la portée de la demande. Or, Jean-Baptiste Say était tout à fait conscient de l'importance de la demande. En insistant sur les débouchés, il souhaitait simplement rappeler que les produits s'échangeaient contre d'autres produits et que la monnaie ne remplissait « *qu'un office passager dans ce double échange* » (1803, [1972, p. 140]). Dès lors, l'achat d'un produit ne pouvait être fait qu'avec la valeur d'un autre produit. Dans ces conditions, « *plus les producteurs sont nombreux et les productions variées, et plus les débouchés sont faciles, variés et vastes* » (ibid).

→ **La théorie quantitative de la monnaie (TQM)** rappelle que *la monnaie est un voile*, elle sert uniquement à faciliter les transactions économiques. La monnaie est une marchandise comme une autre, sa seule fonction est de servir d'intermédiaire des échanges. Dans son *Traité d'économie politique*, J-B Say note que « *la marchandise intermédiaire, qui facilite tous les échanges (la monnaie), se remplace aisément dans ce cas-là par d'autres moyens connus des négociants, et bientôt la monnaie afflue, par la raison que la monnaie est une marchandise, et que toute espèce de marchandise se rend aux lieux où l'on en a besoin* » (1803, [1972, p. 139]).

L'équation de la TQM illustre ce phénomène. Elle se présente de la manière suivante : $M \cdot v = p \cdot Y$
M désigne la masse monétaire ; v, la vitesse de circulation de la monnaie ; p, le niveau général des prix et Y, les transactions économiques. Considérer que la monnaie est un voile, revient à accepter le raisonnement suivant : toute hausse de M doit correspondre à une hausse de Y (c'est parce que les transactions économiques augmentent, que l'on a besoin de plus de monnaie). Si M augmente indépendamment de Y, alors c'est p qui augmentera (une augmentation de monnaie qui ne correspond pas à une augmentation des transactions économiques, génère une hausse des prix, c'est à dire dans le langage courant, de l'inflation).

3. La répartition

La question de la répartition du produit concerne les classes, au nombre de trois : les propriétaires terriens, les capitalistes, les travailleurs. Chaque classe offre une contribution particulière au

produit, un facteur de production propre : la terre, le capital, le travail. Chaque facteur reçoit un revenu qui lui est propre (et dont la détermination est spécifique) : la rente, le profit, le salaire.

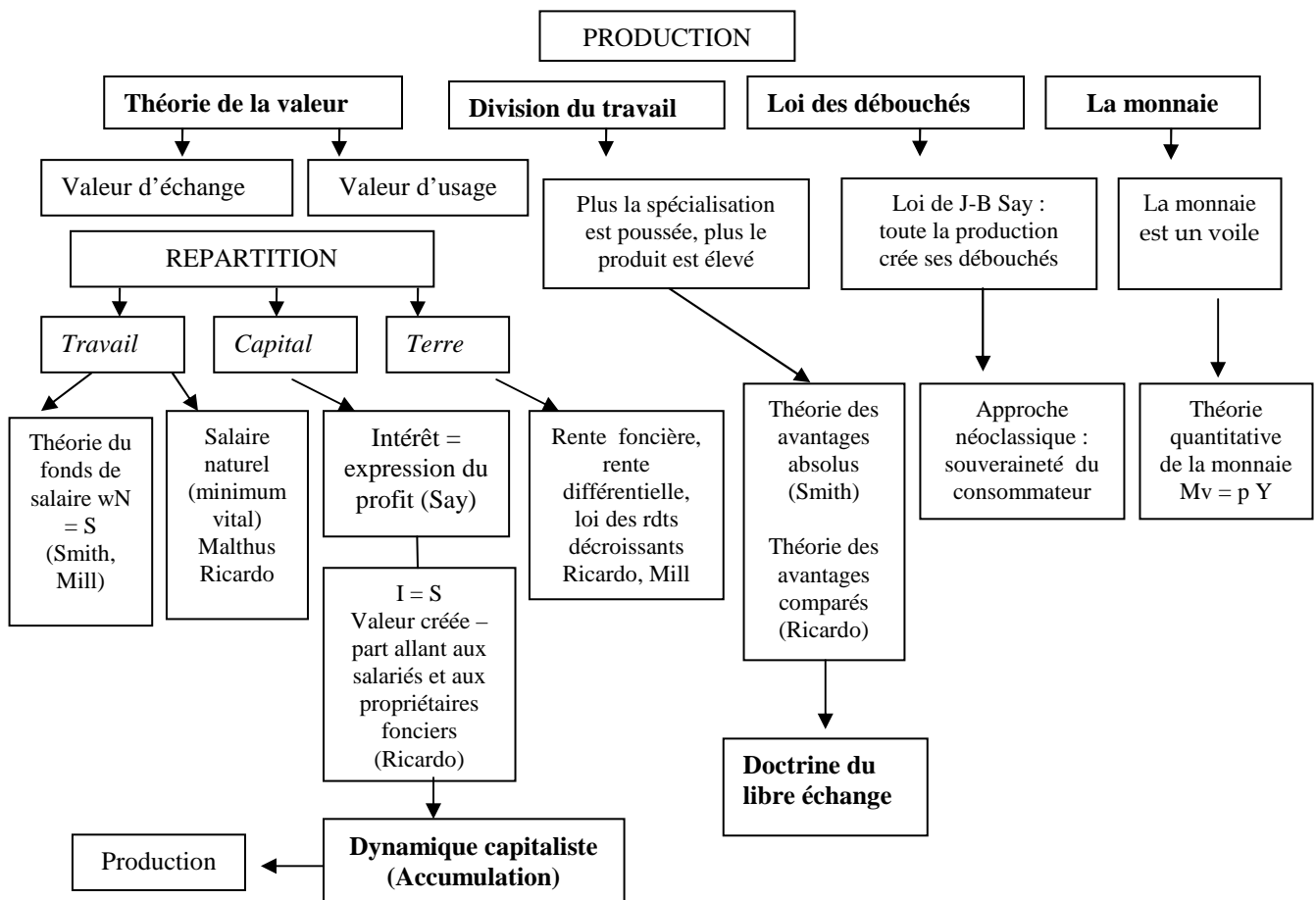
→ **La théorie de la rente** est associée à deux apports. Malthus et Smith considèrent que *la rente foncière* est considérée comme un don gratuit de la nature récupérée par les propriétaires fonciers en vertu de leur pouvoir monopole de détention de la terre. De leur côté, Ricardo et Mill introduisent le principe de la *rente différentielle*. Comme la terre est limitée, les rendements sont décroissants. On admet ainsi que les nouvelles terres qui seront mises en chantier, seront de moins en moins fertiles.

→ **La théorie de l'intérêt** : les classiques considèrent que le profit et l'intérêt sont assimilables. Smith avance que le profit est la part de la richesse produite qui revient aux capitalistes. Pour Ricardo, il s'agit de faire une soustraction entre la valeur créée et la part allant aux salariés pour assurer leur entretien, la part aux propriétaires fonciers en vertu de la rente différentielle. En fait, dans l'approche libérale, le profit rémunère le risque de l'entrepreneur et des apporteurs de capitaux. Le profit d'aujourd'hui est la condition des investissements de demain.

PROFIT (t) → INVESTISSEMENTS (t+1) → PRODUCTION (t+1) → EMPLOI (t+1) → SALAIRES (t+1)

→ **La théorie du salaire** présente deux versions complémentaires. La première de court terme s'appuie sur la *théorie du fonds des salaires* (A. Smith, J-S Mill). La masse salariale (salaire multiplié par le nombre de travailleurs) est considérée comme prédéterminée par le montant des capitaux accumulés (épargne) par les capitalistes pour engager le processus de production. Ainsi $wN = S$ (où w désigne le salaire ; N , le travail et S , l'épargne). La seconde, de long terme, introduit *le salaire naturel* (Malthus, Ricardo). Le travail est une marchandise, qui a un coût de production correspondant au minimum nécessaire à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille.

Fig 2 : Production et répartition chez les classiques



B. Les néoclassiques

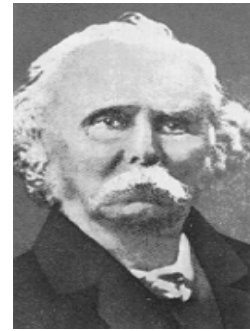
Apparue dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle, la pensée néoclassique tire son origine des travaux de Léon Walras, Vilfredo Pareto et Alfred Marshall. Trois notions sont essentielles :



L. Walras (1834 – 1910)



V. Pareto (1848 – 1923)



A. Marshall (1842 – 1924)

1. Le calcul à la marge

La théorie néoclassique cherche l'explication des phénomènes économiques au niveau des comportements individuels guidés par le principe de rationalité. C'est la démarche de la microéconomie. Le modèle de l'homo oeconomicus insiste sur le fait que tout **comportement relève d'un calcul, d'un choix explicite ou implicite...**

- Les consommateurs cherchent à maximiser leur utilité, compte tenu de la contrainte de leur revenu. En fait, les consommateurs sont placés perpétuellement devant des choix à effectuer entre plusieurs biens (ici les biens X et Y). Compte tenu de la contrainte de revenu, si le consommateur décide d'acheter plus de bien X, il devra renoncer à une certaine quantité de bien Y. La variation du prix des biens X et Y (que l'on qualifie **d'effet de substitution**) ou la variation du revenu (**effet revenu**) desserre ou resserre la contrainte qui pèse sur le consommateur.

$$\text{Max } U(X, Y)$$

$$\text{Cte : } R = p_x \cdot X + p_y \cdot Y$$

U : utilité, X : bien 1, Y : bien 2, R : revenu, p_x : prix du bien X, p_y : prix du bien Y

Effet substitution : si le prix du bien X augmente, à revenu constant, le consommateur devra diminuer sa consommation de bien X ou modifier sa combinaison de biens (X, Y). *Effet revenu* : si le revenu augmente, le consommateur pourra augmenter sa consommation de bien X, de bien Y ou des deux (X, Y).

En utilisant le calcul à la marge, les néoclassiques ont montré que **l'utilité marginale**, qui représente la valeur à laquelle le consommateur estime le bien, est décroissante en fonction des quantités consommées. Ainsi l'utilité totale croît, mais l'accroissement de la dernière unité (utilité marginale) est de plus en plus faible pour les biens qui existent en quantité illimitée (ceci est illustré par le **principe de satiété du consommateur**).

- Les producteurs cherchent à **maximiser leurs profits** compte tenu de la **contrainte de leur fonction de production**. Cette fonction de production est dite à facteurs substituables (c'est à dire que le producteur recherche la meilleure combinaison de travail et de capital). Toutefois, la théorie néoclassique admet qu'à court terme, seul le facteur travail parvient à s'adapter (le facteur capital a besoin d'un certain temps d'adaptation).

$$\text{Max } \Pi = p Y - wN - r K$$

$$\text{Cte : } Y = f(N, K)$$

Π : profits, w : salaire, N : travail, r : intérêt, K : capital

Le prix du marché résulte de l'égalisation entre le coût marginal et l'utilité marginale, qui appréhendée du point de vue du producteur, prend le nom de **recette marginale**. A long terme, le

prix du marché est égal au minimum du coût moyen et le profit pur égal à 0. Les facteurs de production (travail, capital) sont rémunérés en fonction de leur productivité marginale. Ainsi le salaire réel est égal à la productivité marginale du travail : $w / p = \Delta Y / \Delta N$

2. Le modèle du marché, l'équilibre partiel et l'équilibre général

La représentation de la pensée néoclassique passe par le modèle d'une économie de marché. Le marché est le lieu de rencontre entre l'offre et la demande, qui réagissent en fonction du prix³. **L'équilibre partiel** (équilibre sur un seul marché), cher à Alfred Marshall, est souvent opposé à **l'équilibre général**, dont la paternité revient à Léon Walras.

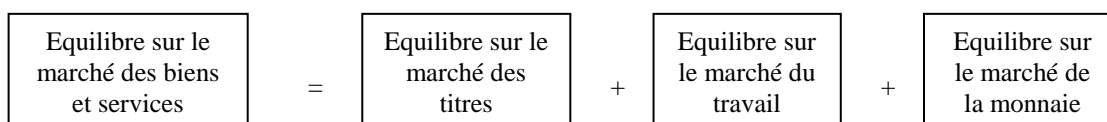
Dans son ouvrage *Éléments d'économie politique pure* (1874), Léon Walras précisera la condition d'équilibre général : « l'échange de plusieurs marchandises entre elles sur un marché régi par la libre concurrence est une opération par laquelle tous les porteurs, soit d'une, soit de plusieurs d'entre ces marchandises, soit de toutes, peuvent obtenir la plus grande satisfaction de leurs besoins compatible avec cette condition que non seulement deux marchandises quelconques s'échangent l'une contre l'autre suivant une proportion commune et identique, mais que, de plus, ces deux marchandises s'échangent contre une troisième quelconque suivant deux proportions dont le rapport soit égal à la première » (1874, [1988, p. 199-200]). L'équilibre général est la formation d'un prix d'équilibre sur chacun des marchés existants. La théorie néoclassique identifie quatre marchés : le marché des biens et services, le marché du travail, le marché des titres et le marché de la monnaie.

Tableau 1 : Les quatre marchés

| Marchés | Biens et Services | Travail | Titres | Monnaie |
|----------------|---------------------------------|-------------|-------------|--------------------------------------|
| Prix | Evaluation monétaire du produit | Salaire | Intérêt | Niveau général des prix des produits |
| Offre | production (entreprises) | Ménages | Entreprises | Etat, Banques |
| Demande | Consommation (ménages) | Entreprises | Ménages | Ménages, Entreprises |

Les agents économiques sont à la fois demandeur et offreur sur l'ensemble des marchés (ainsi les ménages demandent des produits sur le marché des biens, offrent leur force de travail sur le marché du travail, demandent des actifs financiers sur le marché des titres, demandent de la monnaie). La théorie néoclassique insiste sur *l'interdépendance des 4 marchés*, en précisant (grâce aux égalités comptables emplois – ressources des agents) que l'équilibre sur les marchés du travail, de la monnaie et des titres, permet de conclure que le marché des biens et services est également en équilibre.

Fig 3 : L'équilibre général



Par ailleurs, Léon Walras suppose l'existence d'un commissaire priseur qui centralise toute l'information sur le volume et les conditions de transactions, et propose des prix. Les prix étant donnés, les agents, dissociés en unité de consommation (le consommateur maximise sa fonction d'utilité sous une contrainte budgétaire) et unité de production (le producteur maximise ses profits sous la contrainte d'une fonction de production), vont manifester leurs offres et leurs demandes correspondantes. Cette confrontation entre offres et demandes pour un certain système de prix

³ On présente généralement deux fonctions (linéaires ou non), du type : $O = f(p)$ $D = f(p)$

s'effectuera sans qu'aucun échange n'ait eu lieu. Le prix évoluera en fonction de l'excès de l'offre (la demande) sur la demande (l'offre) pour aboutir à un nouveau système de prix. Le processus d'ajustement⁴ continuera (sans que s'effectue aucun échange) jusqu'à ce qu'il existe un même système de prix pour tous les opérateurs tel que pour chaque bien, l'offre soit égale à la demande, et que les échanges ne puissent s'effectuer en dehors de ce même système de prix. Vilfredo Pareto précisera que l'équilibre général est un optimum, c'est-à-dire qu'il est impossible d'améliorer la satisfaction d'un individu sans détériorer celle d'un autre. Autrement dit, les échangistes sont satisfaits à l'équilibre et il n'y a plus de possibilité d'échange. L'équilibre avec un système de prix unique aboutit ainsi à la maximisation des satisfactions pour l'ensemble des agents économiques.

3. Une démarche normative

La théorie néoclassique est *normative* dans la mesure où les équilibres ne sont pas ce qui est, mais ce qui doit être. D'une certaine manière, il faut donc modifier le réel dans le sens des hypothèses du modèle. Ceci explique l'utilisation courante du **modèle de concurrence pure et parfaite**. Sur le marché, le prix est unique compte tenu de la rationalité des comportements sous les hypothèses : de fluidité du marché (circulation de l'information) ; de transparence du marché (l'information est disponible à tous) ; d'atomicité de l'offre et la demande (aucun agent ne peut agir sur le marché), d'homogénéité des produits (produits standards) et d'absence de barrières à l'entrée.

En concurrence pure et parfaite, le prix devient une donnée pour les agents économiques considérés individuellement (on dit qu'ils sont **price-takers**). Le prix unique garanti au producteur que toute la production offerte, trouvera un débouché à ce prix.

C. Les différentes écoles libérales

Depuis les années 70, le courant libéral s'est constitué en plusieurs écoles :

1. L'Ecole de Chicago et le courant monétariste

Avec Franck Knight (1885-1972) est le fondateur de l'école dite de Chicago. Dans son ouvrage « *Risque, Incertitude et Profit* » (1921), Knight introduira une distinction entre le risque et l'incertitude. Le risque correspond à une situation dans laquelle l'avenir peut être appréhendé par l'intermédiaire de probabilités (on dit que l'avenir est probabilisable). A l'opposé, l'incertitude désigne une situation dans laquelle il est impossible de faire une quelconque projection (pas de probabilités possibles). Le profit est ainsi présenté comme la contrepartie du risque assumé par l'entrepreneur, ou tout du moins l'incertitude dans laquelle il est lorsqu'il prend une décision. Le profit sera donc d'autant plus élevé que l'incertitude de l'avenir est grande.



Milton Friedman fait partie de l'Ecole de Chicago. Dans son ouvrage « *Capitalism and Liberty* » (1962), il explique que dans une économie de marché, la réduction du rôle de l'Etat est la seule manière d'atteindre la liberté politique et économique. Dans un autre ouvrage, intitulé « *Free to Choose* » (1980) co-rédigé avec sa femme, Rose, Milton Friedman défend la thèse de la supériorité du système libéral sur tous les autres systèmes.

Milton Friedman sera également l'initiateur du courant monétariste et l'un des plus grands opposants à la théorie keynésienne. Il considère que la monnaie a un rôle déstabilisateur à court terme sur les prix et sur les changes (une politique monétaire limitant la progression de la masse monétaire serait donc efficace pour lutter contre l'inflation). La monnaie ne joue cependant aucun rôle à moyen ou long terme.

⁴ C'est le fameux *tâtonnement* de L. Walras.

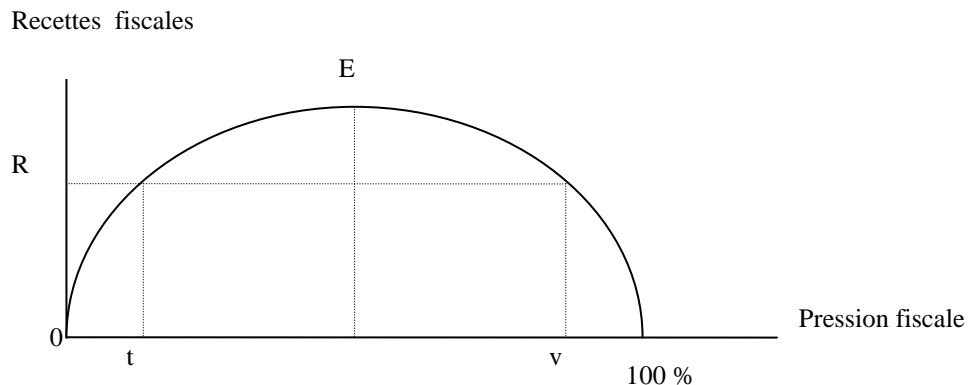
2. L'Ecole de l'Economie de l'Offre

L'économie de l'offre s'oppose à l'économie de la demande, popularisée par John Maynard Keynes dans les années 30. Au lieu de stimuler la croissance économique par la consommation, l'investissement ou les dépenses publiques, les économistes de l'offre considèrent qu'il convient d'aider les entreprises à produire des biens et des services (subventions dans certains secteurs économiques), de les inciter à conquérir de nouveaux marchés et de diminuer l'imposition qui pèse sur les entreprises (impôt sur les sociétés, taxe professionnelle...) et les revenus des travailleurs (cotisations sociales...). Ce courant est principalement représenté par Arthur Laffer (1940), Bruce Bartlett (1951) et George Gilder (1939). On pourrait dire simplement que la formule de l'école de l'économie de l'offre est « *J.B Say, rien que J.B Say ! L'offre crée ses débouchés* »⁵.



Une illustration célèbre des apports de cette école est la célèbre courbe de Laffer, selon laquelle l'augmentation de la pression fiscale conduit à une diminution des rentrées fiscales, du fait de la fraude, de l'évasion ou encore de la diminution volontaire d'activité. Ainsi une réduction massive de la pression fiscale, en encourageant l'effort et l'esprit d'entreprise, deviendrait le moyen de relancer l'activité économique sans pour autant amener une réduction des dépenses publiques.

Fig 4 : La courbe de Laffer



Le niveau de recettes fiscales OR peut être obtenu avec un taux de pression fiscale faible (t) ou un taux de pression fiscale élevé (v). Le point E correspond au niveau maximum de recettes fiscales.

3. L'Ecole de l'Economie Publique

La théorie néoclassique s'intéressait au consommateur et au producteur. L'Etat est ignoré puisque seul le marché permet une meilleure allocation des ressources. Or l'Etat a un rôle de plus en plus important. L'Etat est considéré comme le représentant de l'intérêt général. L'Ecole de l'Economie Publique est donc apparue pour combler ce vide. On distingue d'une part, ceux qui s'attaquent principalement au problème délicat posé par la politique sociale, et d'autre part ceux qui s'intéressent au problème de l'offre et la demande de biens collectifs (Ecole des Choix Publics). Aujourd'hui les transferts sociaux, et plus généralement la redistribution ont atteint des seuils importants. Les économistes de cette école ne cherchent pas à supprimer ces transferts, mais plutôt à établir une méthode de choix qui optimiserait l'efficacité de ces transferts. Gordon Tullock (*Le marché politique*, 1978) et James Buchanan (prix Nobel 1985) sont les dignes représentants de cette école.

⁵ Le reaganisme en a un fait un de ses chevaux de bataille électorale. Le succès politique n'ayant pas été à la mesure des espérances, Ronald Reagan a dû faire brutalement machine arrière durant l'été 1982.

4. La Nouvelle Ecole Classique

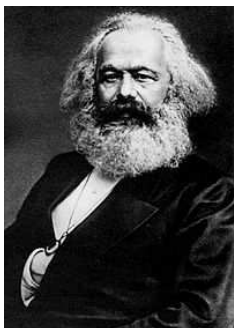
Les leaders de cette école (R.E Lucas, T.J Sargent, N. Wallace, J. Muth) veulent trouver les fondements microéconomiques de la macroéconomie. Leurs postulats de base sont d'une part, la capacité des agents économiques à optimiser et à anticiper rationnellement, d'autre part l'équilibre des marchés. La nouvelle école classique n'est pas un simple retour au néoclassique. Il s'agit de construire ici des modèles macroéconomiques d'aide à la décision.

II. LE COURANT MARXISTE

Marx (1818 -1883) est né en Prusse, de famille aisée, cultivée et libérale (père avocat), il entre à l'université de Bonn en Droit-Philosophie. Il fait une thèse sur *Epicure*. Faisant partie des hégéliens de Gauche, le gouvernement le refuse en tant que professeur. Il sera successivement expulsé de la France (1845), de la Belgique (1848), puis d'Allemagne, il s'installera en Angleterre dans la misère malgré l'aide de son ami Engels.

A. Les apports de Marx

Le 19^{ème} siècle voit le capitalisme industriel se développer rapidement et dominait peu à peu toutes les structures économiques et sociales. Toutefois, dans le même temps, la condition ouvrière se détériore, les salaires sont très bas, les conditions de travail précaires et la dépendance économique accrue. Les excès de ce capitalisme font naître à la fois un mouvement de contestation syndical (**le socialisme**) et une réflexion d'ensemble sur les rouages et l'avenir du capitalisme (**le marxisme**). Marx étudie en effet la société capitaliste anglaise, première nation industrielle afin d'en tirer certaines lois. Il s'agit avant tout d'une étude historique du développement et de l'essor du capitalisme. Cette critique du capitalisme est contenue dans son oeuvre majeure⁶ « *Le capital* » publié en quatre tomes.



1. La recherche de la plus value

Le courant marxiste s'oppose à la théorie libérale en démontrant que l'organisation capitaliste de la société aboutit à l'exploitation de la plus grande partie de la population par les détenteurs des moyens de production. La société se divise donc en deux grandes classes qui s'affrontent : **le prolétariat** (qui détient la force de travail) et **la bourgeoisie** (qui détient le capital).

L'affrontement de ces classes s'effectue dans le cadre du processus de production. Marx distingue deux sphères importantes : celle de l'échange de marchandises et du cycle MAM (marchandises, argent, marchandises) ; celle de la production et du cycle AMA ' (capital avancé, marchandise, produit obtenu).

$$A = C + V$$

C : utilisation des machines et des matières premières, ce capital constant ne procure aucun surplus capitaliste ; V : sert à avancer les salaires de la main d'œuvre, il est la seule source de valeur créée et directement proportionnel au temps de travail.

Marx part du principe que la Force de travail (seule source de valeur) n'est pas payée par le capitaliste au prorata de la valeur qu'elle a permis de créer, mais marchandise comme les autres, à sa valeur d'échange (qui suite à la théorie du minimum vital, correspond au temps de travail exigé pour produire les biens nécessaires à sa reproduction). Le capitaliste récupère à son profit la différence qui constitue *la plus value* (ou encore surtravail). Ce qui donne : $A' = C + V + pl$ pour que $A < A'$.

⁶ Les principaux travaux de Marx sont : le Manifeste Communiste (1848), la *Lutte des Classes en France* (1850) ; *Le 18 Brumaire de L.N Bonaparte* (1852) ; *La contribution à l'économie politique* (1857) ; *Salaires, prix et profits* (1865) ; *Le capital I* (1867) ; *La guerre civile en France* (1871) ; *Critique du programme de Gotha* (1875) ; *Le Capital II et III* (1895) ; *Le Capital IV* (1905).

2. La crise du capitalisme

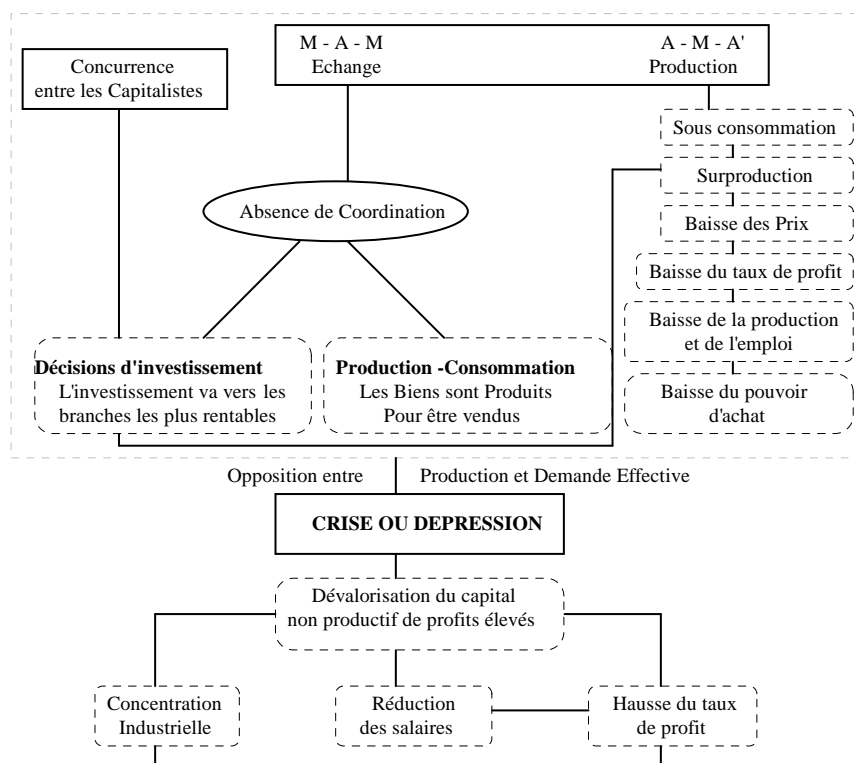
Pour Karl Marx, la crise du capitalisme est inéluctable, et ceci pour plusieurs raisons :

- *Les décisions des agents économiques ne sont pas coordonnées.* D'une part, la production et la consommation sont des opérations disjointes. Les biens sont produits pour être vendus en échange de monnaie, et non pour satisfaire la demande, ce qui entraîne des désajustements entre production et consommation. D'autre part, l'investissement est réalisé par les entreprises capitalistes dans les branches susceptibles de procurer des taux de profit élevés sans pour autant qu'une demande effective soit assurée. Si l'économie est décomposée en deux sections productives : l'une de biens de production (section I), l'autre de biens de consommation (section II). L'absence de coordination de l'investissement empêche la réalisation permanente des conditions d'équilibre d'une telle économie.

- L'économie capitaliste fait apparaître *un problème de sous-consommation ouvrière.* L'entrepreneur individuel, en cherchant à maximiser ses profits, va faire pression sur les salaires qui représentent un coût. Or ces salaires sont un élément de la demande effective (cette situation devrait s'accroître avec la croissance du salariat). Ceci caractérise une situation de surproduction par rapport à la demande effective. Le marché va sanctionner cette surproduction en entraînant une baisse des prix qui va elle-même provoquer une baisse du taux de profit. Cette baisse du taux de profit va inciter les capitalistes à investir dans d'autres activités. Le taux de profit joue ainsi le rôle de régulateur des désajustements. La chute des prix et du taux de profit provoque une baisse de la production, de l'emploi, et du pouvoir d'achat. C'est la dépression.

- Enfin, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment grâce à des salaires bas, que Marx appelle, **Minimum de Subsistance**) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste. Cette contradiction doit entraîner la destruction du capitalisme et l'avènement du socialisme (l'un des fondements de l'idéologie socialiste repose sur l'abolition des moyens privés de production, source d'exploitation du prolétariat, il faut lui substituer des moyens collectifs de production).

Fig 5 : La théorie marxiste



Cette crise du capitalisme est un phénomène structurel. Il existe en effet une cause *profonde* (à rechercher dans les contradictions du système capitaliste) et une cause *immédiate* (concurrence permanente entre capitalistes, le développement économique, l'accumulation du capital en vient à créer les conditions d'une surcapacité de production par rapport à la demande effective). Dans le même temps, elle est cyclique et régulatrice. Marx considère que de la crise va naître la reprise. La dépression entraîne une dévalorisation de la partie du capital productif qui n'est plus en mesure de produire suffisamment de profit. Ce processus a trois conséquences : (i) la concentration industrielle ; (ii) la réduction du taux de salaire permettant la hausse du surplus pour les entreprises restantes ; (iii) la hausse du taux de profit (qui est le rapport entre la valeur du surplus [qui augmente] et la valeur du capital engagée [qui diminue]).

B. La théorie de la Régulation, un prolongement de la pensée marxiste

La théorie de la régulation trouve son origine dans une critique sévère et radicale du programme néoclassique qui postule le caractère autorégulateur du marché. Elle entend pour cela bénéficier des apports de disciplines voisines telle que l'histoire, la sociologie, les sciences politiques et sociales avec lesquelles elle entretient de multiples relations (emprunt et transformation de notions, importations d'hypothèses, exploration de quelques questions identiques ou voisines). Une hypothèse fondatrice de la théorie de la régulation concerne **l'historicité** fondamentale du processus de développement des économies capitalistes : dans ce mode de production, l'innovation organisationnelle, technologique, sociale, devient permanente et met en mouvement un processus dans lequel les rapports socio-économiques connaissent une transformation, tantôt lente et maîtrisée, tantôt brutale et échappant au contrôle et à l'analyse. Le pari de la théorie de la régulation est donc d'**historiciser** les théories économiques. Enfin la théorie de la régulation se donne pour ambition d'expliquer avec le même ensemble d'hypothèses des problèmes tels que le chômage, le progrès technique, la construction européenne... Ses chefs de file sont R. Boyer, M. Aglietta.....

Dans son ouvrage *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Robert Boyer (1986) précise que la généralisation de l'échange marchand rend les crises possibles. Il introduit une notion intermédiaire, celle de régime d'accumulation, suggérant que de telles contradictions peuvent être surmontées: « *On désignera sous ce terme l'ensemble des régularités assurant une progression générale et relativement cohérente de l'accumulation du capital, c'est à dire permettant de résorber ou d'étaler dans le temps les distorsions et déséquilibres qui naissent en permanence du processus lui-même* » (1986, p. 46). En ce sens, les crises économiques majeures sont des crises de mutation entre une régulation ancienne qui ne permet plus la croissance économique et une nouvelle régulation qui permettra de résoudre les causes profondes de la crise.

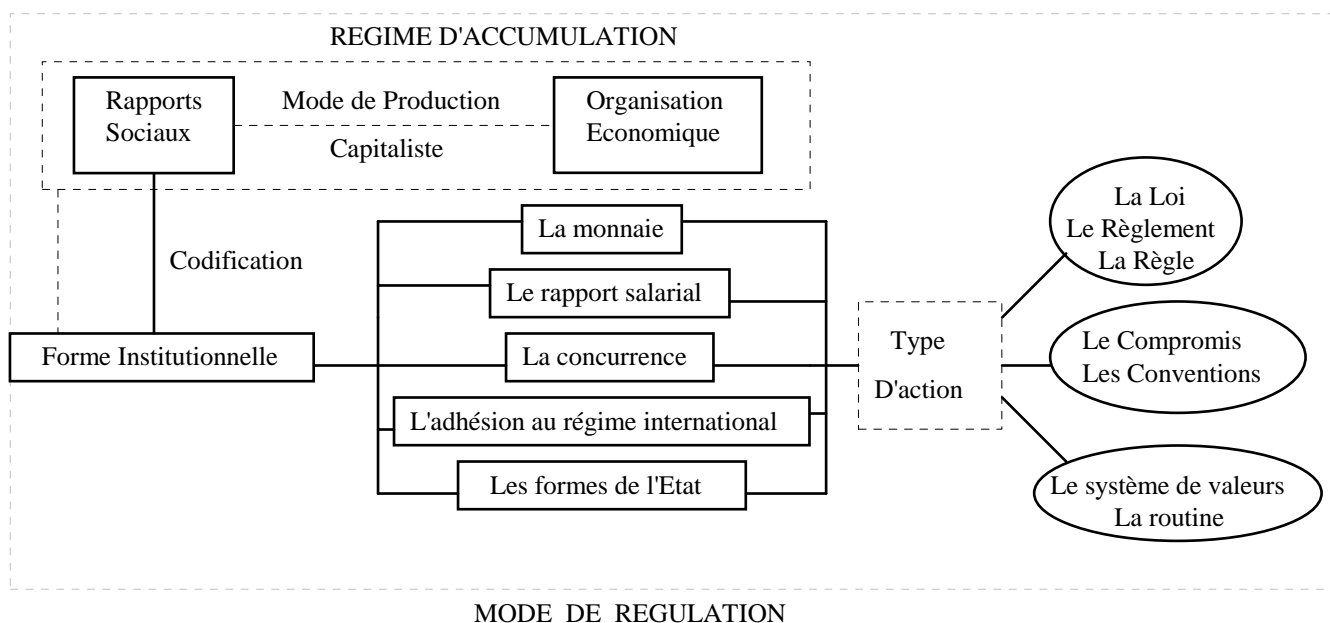
L'origine même de ces régularités apparaîtra au travers des formes institutionnelles, définies comme la codification d'un ou plusieurs rapports sociaux fondamentaux. R. Boyer introduit cinq formes institutionnelles (la monnaie, le rapport salarial, la concurrence, les modalités d'adhésion au régime international, l'Etat) intervenant dans la détermination du régime d'accumulation. Cet ensemble de concepts intermédiaires permet à Boyer de définir la notion de régulation : « *On qualifiera de mode de régulation tout ensemble de procédures et de comportements, individuels et collectifs, qui a la triple propriété de : reproduire les rapports sociaux fondamentaux à travers la conjonction de formes institutionnelles historiquement déterminées, soutenir et piloter le régime d'accumulation en vigueur, assurer la compatibilité dynamique d'un ensemble de décisions décentralisées* » (1986, p. 54). Le mode de régulation décrit ainsi comment les formes institutionnelles à travers leurs moyens d'actions, conjuguent et contraignent les comportements individuels tout en déterminant les mécanismes d'ajustement sur les marchés. Ces moyens d'action au nombre de trois, sont les suivants:

- **La loi, la règle ou le règlement**, définis au niveau collectif, ont pour vocation d'imposer, par la coercition, directe ou symbolique et médiatisée, un certain type de comportement économique aux groupes et individus concernés.

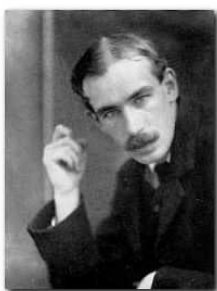
- La recherche d'un compromis, issu de négociations, insistant sur le fait que ce sont les agents privés ou des groupes qui, partant de leurs intérêts propres, aboutissent à un certain nombre de **conventions** régissant leurs engagements mutuels.

- **L'existence d'un système de valeurs** ou de représentations suffisant " pour que la routine remplace la spontanéité et la diversité des pulsions et initiatives privés. De tels exemples se retrouvent dans les croyances religieuses, dans les règles de bonne conduite, dans les vues sur l'avenir selon Keynes...

Fig 6 : Le mode de régulation



III. LE COURANT KEYNESIEN



La Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie est la principale oeuvre de l'anglais John Maynard Keynes (1883 -1946). Publiée à Londres en 1936 (puis traduite en France après la seconde guerre mondiale), la *Théorie Générale* (24 Chapitres) est avant tout une théorie de l'emploi. C'est parce qu'elle offrait une solution plausible à l'angoissant problème du chômage (taux de chômage supérieur à 10 % en Grande Bretagne) qu'elle fût fort bien accueillie en 1936.

A. Les postulats keynésiens

La pensée keynésienne, que certains qualifient de « révolutionnaire » s'ordonne autour de 6 points (les six parties de son ouvrage).

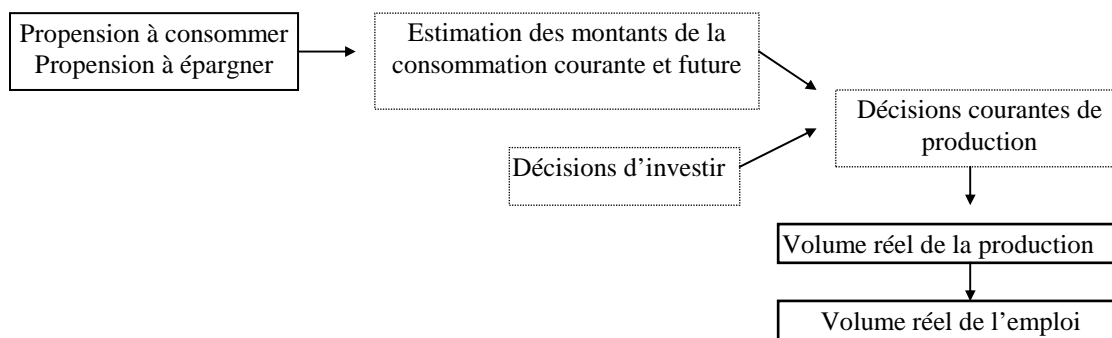
- La Théorie Générale s'attaque à la *Loi de Say "L'offre crée sa demande"* (qui suppose implicitement que le système économique fonctionne à pleine capacité) *et au rôle stabilisateur des marchés*. Une telle théorie serait incapable d'étudier les problèmes se rapportant au chômage (involontaire) et au cycle économique. Les crises économiques (surproduction, chômage,..) sont synonymes d'une défaillance des marchés et de la loi de l'offre et la demande. Une solution au

problème serait *une intervention de l'Etat*, c'est-à-dire une substitution du public au prix (on passe de *l'Etat Gendarme* à *l'Etat Providence*). Cette intervention de l'Etat s'effectue au travers de politiques économiques.

- La théorie générale a pour vocation de *présenter le fonctionnement du système économique pris dans son ensemble*. En considérant les revenus globaux, les profits globaux, la production globale, l'emploi global, l'épargne et l'investissement global, bien plus que les revenus, la production, l'emploi..., d'industries, d'entreprises ou d'individus considérés isolément. Ainsi l'égalité de l'épargne et de l'investissement qui est nécessairement vérifiée dans l'ensemble du système, ne l'est nullement dans le cas de l'individu isolé. L'analyse keynésienne est donc avant tout une approche macroéconomique.

- La théorie générale a également pour vocation de démontrer que *le volume réel de la production et de l'emploi dépend, non de la capacité de production ou du niveau préexistant des revenus, mais des décisions courantes de produire, lesquelles dépendent à leur tour des décisions d'investir et de l'estimation actuelle des montants de la consommation courante et future*. Dès que l'on connaît la propension à consommer et à épargner, on peut calculer le niveau des revenus et partant le niveau de la production et de l'emploi qui assurent l'équilibre du profit lorsque l'investissement nouveau est d'un montant donné.

Fig 7 : Détermination du volume réel de l'emploi

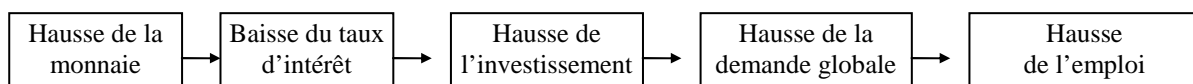


- La théorie générale insiste sur le rôle joué par l'*investissement*. On peut ainsi penser que celui-ci constitue le remède spécifique au chômage involontaire (tout du moins à court terme). Mais l'analyse de court terme ne doit pas être confondue avec la thérapeutique de long terme. *Le remède spécifique au chômage, c'est l'accroissement de la consommation laquelle est la fin de l'activité économique, et non l'augmentation de l'investissement qui n'en est que le moyen* (Chapitre 22, section IV).

L'investissement est par nature instable : il résulte en effet des prévisions sur la rentabilité du capital, plus précisément de l'efficacité marginale du capital (comportement des entrepreneurs) et du niveau de l'intérêt qui dépend en partie du comportement des ménages (demande de monnaie).

- *La théorie générale est une théorie de la monnaie* (la monnaie de crédit). La théorie générale de l'emploi et la monnaie sont étroitement liées :

Fig 8 : Le rôle de la monnaie



La quantité de monnaie est la variable indépendante la plus importante de toutes puisqu'elle est commandée par les autorités. Keynes dénonce le fait que « *de nombreux économistes ont soutenu que le montant de l'épargne courante déterminé l'offre de capital frais, que le montant de l'investissement courant en gouvernait la demande et que le taux d'intérêt était le facteur d'équilibre*

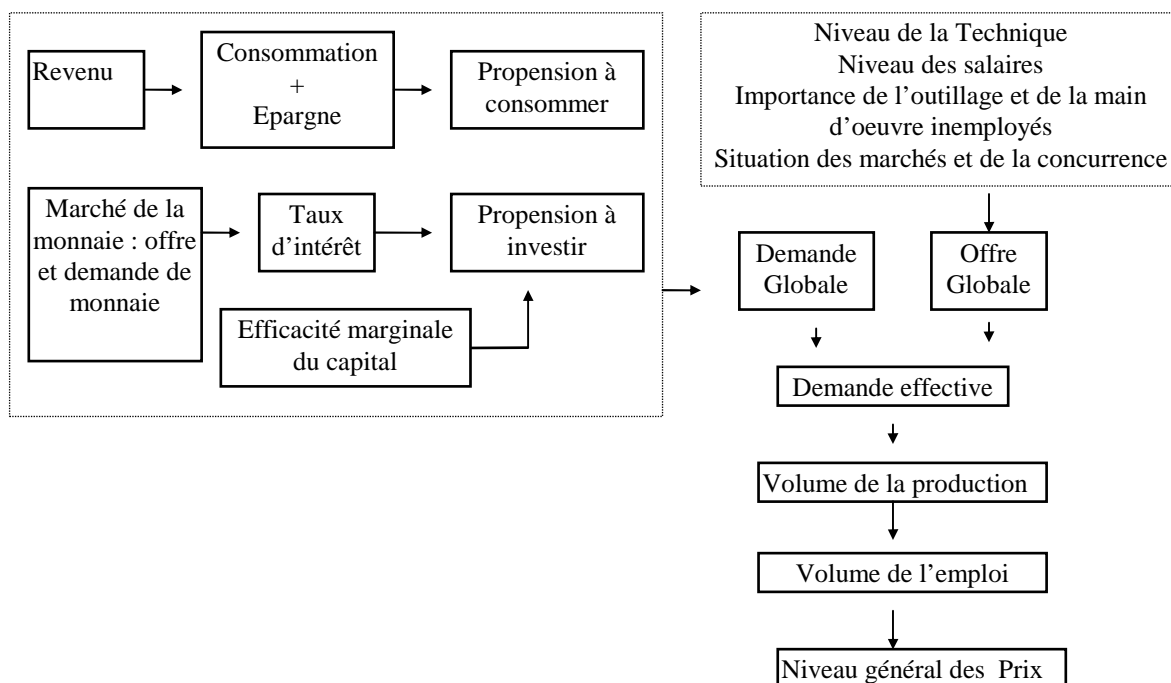
ou le prix déterminé par le point d'intersection de la courbe d'offre d'épargne et de la courbe de demande d'investissement ». Le rôle du taux d'intérêt est de maintenir en équilibre, non la demande et l'offre de biens de capital nouveaux, mais la demande et l'offre de monnaie, c'est-à-dire la demande d'argent liquide et les moyens d'y satisfaire. Keynes insiste d'ailleurs dans la préface de la première édition anglaise sur le rôle primordial joué par la monnaie. Il définit ainsi ce qu'il appelle une **économie monétaire** : « Une économie monétaire est une économie où la variation des vues sur l'avenir peut influencer sur le volume actuel de l'emploi et non sur sa seule orientation ». Selon Keynes, ce n'est pas le taux d'intérêt, mais le niveau des revenus qui assure l'égalité entre épargne et investissement.

- La théorie Générale considère enfin que le niveau général des prix et les prix individuels sont déterminés d'une façon strictement identique. C'est à dire qu'ils dépendent de l'offre et la demande.

B. Le principe de la demande effective

Le principe de la demande effective ne peut être compris sans faire référence à la demande globale et à l'offre globale. *La demande globale* introduit l'intervention de trois agents et de trois fonctions (ou actes) économiques : les ménages (fonction de consommation), les entrepreneurs (fonction d'investissement) et l'Etat (dépenses publiques). L'état de la technique, le niveau des salaires, l'importance de la technique, de l'outillage et de la main d'œuvre inemployés ainsi que la situation des marchés et de la concurrence déterminent les conditions de *l'offre globale*. En fait, la quantité de monnaie détermine l'offre de ressources liquides, par là, elle gouverne le taux de l'intérêt et jointe à divers facteurs (notamment ceux qui intéressent la confiance, l'incitation à investir⁷), elle détermine le niveau des revenus, de la production, et de l'emploi, et le niveau général des prix. *La demande effective* correspond au point d'intersection entre l'offre globale et la demande globale⁸ (elles-mêmes exprimées en fonction de la variable emploi).

Fig 9 : La théorie générale de Keynes



⁷ L'investissement n'est avantageux que si l'efficacité marginale du capital est supérieure au taux d'intérêt (effet de levier). Il existe une relation inverse entre le taux d'intérêt et l'investissement.

⁸ La confiance et « le climat des affaires » étant des paramètres importants, on préfère parler d'anticipation de la demande globale (si les anticipations des milieux d'affaires sont pessimistes, le niveau de l'emploi sera faible, ce qui entraînera une croissance du chômage).

Keynes stipule que le chômage est le résultat d'une insuffisance de la demande effective. L'Etat peut agir sur les 2 composantes de la demande globale :

- sur la consommation : l'Etat peut augmenter les revenus disponibles en réduisant la fiscalité. Plus directement, l'Etat peut accroître sa propre consommation (la consommation publique).

- sur l'investissement : en réduisant les taux d'intérêt, l'Etat va réduire le coût des emprunts pour les ménages et le coût de financement des investissements pour les entreprises.

Dans les faits, l'action de l'Etat se traduira par une politique budgétaire expansive (dépenses > recettes), plus précisément l'Etat va chercher à augmenter ses investissements publics. L'impact sur l'économie sera plus que proportionnel, c'est ce que l'on appelle l'"*effet multiplicateur*".

Exemple : Dans un contexte d'économie fermée (retenu par Keynes) où la propension marginale à consommer serait de 0,75 (stable dans le temps), si l'Etat procède à un investissement supplémentaire de 100 milliards d'€, nous aurions les enchaînements suivants. Les commandes de l'Etat vont augmenter la production des entreprises concernées de 100 milliards. Celles ci vont distribuer des revenus pour le même montant sous forme de revenus : salaires, dividendes... Les 100 milliards perçus par les ménages génèreront une hausse de la consommation de $100 \times 0,75 = 75$ milliards. Cela va stimuler la production des entreprises des biens de consommation à hauteur des 75 milliards.....Le processus va se poursuivre jusqu'à ce que l'effet devienne négligeable.

Fig 10 : Le multiplicateur keynésien

| | ΔG | Δ Revenu | Δ Demande | Δ Epargne |
|------------|------------|-----------------|------------------|------------------|
| 1er étape | 100 =====> | + 100 =====> | + 75 =====> | + 25 |
| 2ème vague | | +75 =====> | + 56,25 =====> | +18,75 |
| 3ème vague | | +56,25 =====> | +42,1875 =====> | + 14,0625 |
| | | | | |
| <hr/> | | | | |
| Total : | | + 400 | + 300 | + 100 |

L'effet du multiplicateur peut se présenter de la manière suivante. Si Y représente la production ; I l'investissement ; C la consommation ; I° l'investissement exogène ; G les dépenses publiques ; c la propension marginale à consommer et k le multiplicateur, alors :

$$\begin{aligned}
 C &= c Y \\
 I &= I^\circ \text{ (variable exogène)} \\
 Y &= C + I + G \\
 Y &= c Y + I^\circ + G \quad \Rightarrow Y = (I^\circ + G) / (1-c) \\
 \Delta Y &= \frac{1}{1-c} \Delta G \quad \Rightarrow \Delta Y = k \Delta G
 \end{aligned}$$

On remarque ici que l'épargne correspond à une fuite⁹. Plus la propension à consommer est élevée et plus le multiplicateur sera important (si c passe de 0,75 à 0,8, alors k passe de 4 à 5). La réduction des fuites repose sur une baisse de l'épargne. Ajoutons qu'une réduction d'impôt ou une hausse des prestations sociales ont également un effet multiplicateur mais inférieur : en effet celles-

⁹ En économie ouverte, il faudrait introduire deux nouvelles variables : les exportations et les importations. Ces dernières constitueraient la deuxième source de fuites, après l'épargne.

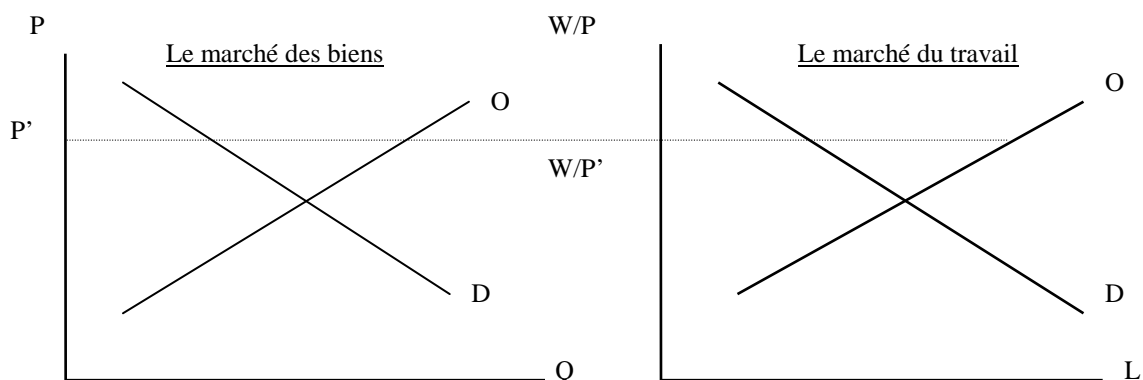
ci accroissent simplement le revenu disponible des ménages ; ainsi une baisse de 100 milliards des impôts augmente le revenu de 100 milliards donc la consommation de 75 milliards.

C. Les néo-keynésiens : héritiers de la pensée keynésienne

Au delà des différentes interprétations que la pensée keynésienne a suscitées, il est possible de distinguer les néo-keynésiens, des post-keynésiens et des nouveaux keynésiens. Dans ce qui suit, nous présenterons succinctement les travaux néo-keynésiens. Ceux-ci ont développé leurs analyses dans le courant des années 70, ils développent ce qu'il est convenu d'appeler aussi parfois, «*la théorie du déséquilibre* » ou encore l'analyse «*des équilibres à prix fixes* ». Les modèles macroéconomiques explorant cette voie, trouvent leur origine dans les travaux de Barro, Grossman, Benassy, Grandmont, Younès et Malinvaud. Ils poursuivent un double but : (i) généraliser l'étude des déséquilibres en considérant que les ajustements sont lents à s'effectuer ; (ii) déterminer les fondements microéconomiques de la macroéconomie keynésienne.

Cette théorie explique que les marchés ne s'équilibrent pas automatiquement et qu'en conséquence, il peut y avoir des déséquilibres se traduisant par des rationnements de certains agents économiques. Ces rationnements prennent selon le contexte, des formes diverses. Prenons deux marchés (marché des biens et marché du travail) et deux agents (ménages et entreprises) et considérons un excès d'offre sur le marché des biens et sur le marché du travail.

Fig 11 : Déséquilibre sur les marchés des biens et du travail



Le premier graphique représente la situation sur le marché des biens : le producteur est contraint sur ses débouchés : il y a excès d'offre (ou insuffisance de la demande) sur le marché des biens; on dit aussi que l'entreprise est rationnée : elle ne peut vendre tout ce qu'elle souhaiterait au prix affiché P' . Le deuxième graphique représente la situation sur le marché du travail, au niveau de salaire réel affiché (W/P'), tous les travailleurs ne trouvent pas d'emploi. La quantité de travail offerte par les ménages est supérieure à la quantité de travail demandée par les entreprises : on dit aussi que le ménage est rationné : il ne peut vendre la totalité de sa force de travail qu'il offre pour le salaire affiché (W/P').

Bibliographie

- BARRO R., GROSSMAN H.I (1971), “A General Disequilibrium Model of Income and Employment”, *American Economic Review*, mars.
- BARTLETT B. (1981), *Reaganomics : Supply – Side Economics in Action*, New Rochelle, NY, Arlington.
- BARTLETT B. (1983), *The Supply-Side Solution*, Chatham, NJ : Chatham House Publishers.
- BERAUD A., FACCARELLO G. (1992), Nouvelle histoire de la pensée économique, 2 tomes, La Découverte.
- BOYER R. (1986), *La théorie de la régulation : une analyse critique*, Agalma La Découverte.
- CAHIERS FRANÇAIS (1986), Les libéralismes économiques, octobre-décembre, n° 228, *La Documentation française*.
- CAHIERS FRANÇAIS (1995), Les nouvelles théories économiques, juillet – septembre, n° 272, *La Documentation française*.
- CAHIERS FRANÇAIS (1997), Histoire de la pensée économique, mars – avril, n° 280, *La Documentation française*.
- HAYEK F.A (1947), *La route de la servitude*, éditions M.-Th Génin, Paris.
- KEYNES J.M (1969), *Théorie générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie*, Payot.
- SMITH A. (1776), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations*. Réédition, Gallimard-Flammarion, 2 tomes, 1991.
- MALINVAUD E. (1980), *Réexamen de la théorie du chômage*, Calmann-Levy.
- MALTHUS T. (1820), *Principes d’économie politique*. Réédition chez Calmann Levy, 1969.
- MISES L. Von (1983), *Politique économique – Réflexions pour aujourd’hui et pour demain*, Institut Economique de Paris.
- RICARDO D. (1817), *Des principes de l’économie politique et de l’impôt*, Réédition, Flammarion, 1977.
- SAY J-B (1803), *Traité d’économie politique*, réédition chez Calmann Levy, 1972.
- SAY J-B (1828-1829), *Cours complet d’économie politique*, Réédition, GF-Flammarion, 1996.
- SMITH A. (1776), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Réédition chez GF-Flammarion, 1991.
- WALRAS L. (1874), *Eléments d’économie pure*, réédition Economica (1988), tome VIII.